

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 10 JUILLET 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	1	5
OBJET DE LA DECISION N° 23/316 DÉCHETS - ADHÉSION A L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES RESSOURCERIES PACA - ANNÉE 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/316

BUREAU DU 10 JUILLET 2023

**O B J E T : DÉCHETS - ADHÉSION A L'ASSOCIATION RÉGIONALE
DES RESSOURCERIES PACA - ANNÉE 2023 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération d'adoption du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) du 24 février 2022,

VU l'avis de la Commission de la Protection de l'Environnement, du Développement Durable (CPEDD) de la Transition Energétique et Ecologique (TEE) du 14 juin 2023,

CONSIDERANT le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) adopté le 26 juin 2019 par l'Assemblée régionale et dont la portée est prescriptive dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

CONSIDERANT les objectifs techniques du SRADDET pour la gestion et la Prévention des déchets dans le domaine du réemploi et qui sont les suivants :

- Réduire de 10 % la production de l'ensemble des déchets non dangereux ménagers et d'activités économiques, dès 2025 par rapport à 2015. Cela représente un évitement de l'ordre de 600 000 tonnes en 2025 et 2031,
- Développer le réemploi et augmenter de 10 % la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l'objet de préparation à la réutilisation,

CONSIDERANT les projets de construction de la Métropole : « Création d'un pôle de valorisation et d'une ressourcerie à La Seyne-sur-Mer » et « Construction d'un pôle de réemploi et de valorisation des déchets au Pradet »,

CONSIDERANT que l'Association Régionale des Ressourceries a pour objets statutaires d'accompagner les projets de ressourceries, de favoriser leur professionnalisation, de promouvoir le concept, de participer au développement local par la concertation et le partenariat et de favoriser la création d'emplois,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'adhésion 2023 de la Métropole à l'Association Régionale des Ressourceries.

ARTICLE 2

D'AUTORISER le Président à signer le formulaire de demande d'adhésion et suivre la procédure d'adhésion ainsi que tout document relatif à l'adhésion en 2023.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2023, opération 2400 – article 6281, soit : 50 €.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 10 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



STATUTS

Association Régionale des Ressourceries de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préambule

La Ressourcerie gère, sur un territoire donné, un centre de récupération, de valorisation, de redistribution de biens de consommation usagés et de prévention dans le domaine des déchets. Son activité s'inscrit idéalement dans les politiques de prévention et de gestion des déchets d'un territoire. Par ses activités, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement sont au cœur de l'action d'une Ressourcerie. Elle donne la priorité à la réduction, au réemploi, à la réutilisation puis au recyclage des déchets.

Les premières Ressourceries ont vu le jour dans les années 80, elles sont regroupées en réseau depuis 2000 et sont signataires de la charte nationale. Les Ressourceries de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, signataires de la charte, ont décidé de se regrouper en association régionale.

Article 1er : désignation

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : Association Régionale des Ressourceries de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 : objet

Acteur de l'Économie Sociale et Solidaire, l'association a pour but de réunir les adhérents du Réseau des Ressourceries de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de réaliser conjointement les objectifs suivants :

- promouvoir le concept de Ressourcerie sur le territoire
- favoriser la professionnalisation des Ressourceries
- participer au développement local par la concertation et le partenariat
- favoriser la création d'emplois
- accompagner les projets

Article 3 : la durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 4 : siège social

Le siège de l'association est fixé à MARSEILLE, Bouches-du-Rhône (13)

Le siège social peut être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 5 : composition / admission

L'association se compose de membres actifs qui adhèrent aux présents statuts après agrément du Conseil d'Administration et à jour de leur cotisation.

Ces membres actifs sont :

- les personnes morales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur adhérentes au Réseau National des Ressourceries,
- les personnes morales porteuses d'un projet de ressourcerie ayant comme engagement d'entamer une démarche d'adhésion au Réseau National des Ressourceries dans les 2 années qui suivent,
- les personnes physiques partageant les objectifs définis à l'article 2 des présents statuts.

Article 6: radiation

La qualité de membre se perd par :

- la démission
- pour une personne morale par mise en liquidation ou dissolution
- la dissolution ou la mise en sommeil de l'association
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour le non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à se présenter devant le bureau pour fournir des explications.

Article 7 : ressources de l'association

Les ressources de l'association comprennent les cotisations, les dons, les subventions et plus généralement toutes ressources non interdites par la loi.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé par l'assemblée générale.

Article 8 : Conseil d'Administration

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration composé de 7 à 10 membres actifs :

- personnes morales adhérentes représentées par une personne physique dûment mandatée par sa structure,
- personnes physiques adhérentes dans la limite de 20 % des postes occupés.

En cas de représentation, un administrateur ne peut avoir qu'un pouvoir. Tous les membres actifs seront invités à participer aux réunions du Conseil d'Administration avec une voie consultative. Les administrateurs sont élus pour une durée de 2 ans.

Le Conseil d'Administration élit en son sein un bureau composé :

- d'un président
- d'un trésorier
- d'un secrétaire
- éventuellement d'un vice-président, d'un trésorier adjoint et d'un secrétaire adjoint.

Le bureau est élu pour un an, les membres du bureau sont rééligibles. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par semestre, et autant de fois que nécessaire. Il délibère à la majorité des membres présents ou représentés. Il est tenu un procès verbal des séances.

Article 9 : Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'association comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an dans les trois mois qui suivent l'arrêté des comptes et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration. Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. Le président préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

L'Assemblée Générale délibère à la majorité absolue des membres présents ou représentés. L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer dans les cas ordinaires que si un quart des membres sont présents ou représentés.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée. L'Assemblée Générale Ordinaire prend les décisions concernant les grandes orientations à suivre. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale est alors organisée dans un délai d'un mois. Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés à l'assemblée.

En cas de représentation, un adhérent ne peut avoir qu'un pouvoir.

Article 10 : Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale a un caractère extraordinaire lorsqu'elle statue sur toute modification des statuts, sur la dissolution et l'attribution des biens de l'association.

A la demande de la moitié plus un des membres adhérents à jour de cotisation, le Conseil d'Administration peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire suivant les formalités prévues à l'article 9.

Article 11 : dissolution

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution doit comprendre au moins les 3/4 des membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des 3/4 des membres présents ou représentés. Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint, une autre Assemblée Générale Extraordinaire doit être convoquée dans un délai de 30 jours. Quel que soit alors le nombre de présents ou représentés, les décisions seront prises à la majorité des 3/4 des suffrages exprimés.

En cas de dissolution ,l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

Article 12 : règlement intérieur

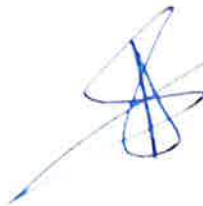
Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration et doit être porté à la connaissance de l'Assemblée Générale.

Statuts adoptés lors de l'Assemblée Générale Constitutive le lundi 18 juin 2012.

Statuts modifiés et adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du vendredi 09 octobre 2020.

LA PRESIDENTE
Carine HAAG

LA TRESORIERE
Audrey THOUVENIN



L'adhésion à l'Association Régionale des Ressourceries PACA (ARR PACA) est ouverte aux :

- Structures morales déjà adhérentes du Réseau National des Ressourceries
- Structures morales porteuses d'un projet Ressourcerie qui s'engagent à entamer une démarche d'adhésion au Réseau National dans les 2 années qui suivent l'adhésion à l'ARR PACA
- Personnes physiques souhaitant contribuer à la mise en oeuvre de l'objet associatif

Les étapes de la demande d'adhésion :

- Prenez connaissances des Statuts et du Règlement Intérieur de l'association en vigueur
- Renseigner ce bulletin et le transmettre accompagné d'un courrier destiné au Conseil d'Administration décrivant les avancées de votre projet ainsi que vos motivations à adhérer à l'ARR PACA
- Vous serez invité à participer à une réunion du Conseil d'Administration au cours de laquelle vous pourrez présenter votre demande d'adhésion. La validation de votre demande s'effectuera en Conseil d'Administration.

En tant que membre adhérent de l'ARR PACA :

- vous serez invités à participer aux réunions du CA avec une voie consultative
- vous pourrez candidater au CA lors de son renouvellement

En tant que membre adhérent de l'ARR PACA vous vous engagez à :

- participer à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ou à transmettre un pouvoir pour y être représenté
- régler votre cotisation annuelle de 50 €
- envoyer annuellement vos données pour alimenter l'Observatoire Régionale des Ressourceries PACA
- contribuer aux échanges, réflexions ou sollicitations qui peuvent émerger dans le cadre de l'objet statutaire de l'association.

Présentation générale de la structure morale

Nom de la structure :

Nom de la Ressourcerie (si différent du nom de la structure) :

Adresse (siège social) :

Code Postal :

Ville :

Etes-vous déjà adhérent du Réseau National des Ressourceries ?

Tél :

Courriel :

Représentants

Renseignez dans ces champs les 2 personnes mandatées par votre structure pour la représenter au sein de l'ARR PACA (principal et suppléant) :

NOM / Prénom	FONCTION	TELEPHONE	COURRIEL

Fait le _____ à _____

Nom/prénom et fonction du signataire

